

Rudes journées pour les Argentines

Autor(en): **Gordon-Lennox, Odile**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses**

Band (Jahr): **76 (1988)**

Heft [11]

PDF erstellt am: **20.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-278850>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Rudes journées pour les Argentines

Que fait une collaboratrice de « Femmes Suisses » lorsque les hasards de l'existence l'amènent à vivre pour un temps à Buenos Aires ? Elle aiguisé son regard féministe pour ne rien manquer de la réalité qui l'entoure. Mais en Argentine, nos catégories de pensée ne tiennent pas la route...



Le port de Buenos Aires : menacé d'enlèvement.

Quand les temps sont durs, les femmes sont mises à contribution à la limite du supportable, et il faut remiser au magasin des accessoires la notion chère aux féministes des pays riches de travail libérateur, facteur d'indépendance et de responsabilisation. Voilà une année que je vis à Buenos Aires, et c'est là une des choses fondamentales que j'ai comprises.

Je pourrais intituler la première partie de cet article « Un pays enlisé dans la boue de la dette », titre qui aurait l'avantage de faire également allusion au problème du port de Buenos Aires et aux aléas de la navigation de plaisance. Un autre titre possible serait « Les soubresauts d'une métropole » : il faudrait alors que je parle de l'état des trottoirs, et plus généralement du miracle quotidien qui fait survivre cette ville.

Mais je vais m'en tenir au problème économique (« eh bien payez maintenant ! »), obsession de chaque instant dont on s'échappe par la nostalgie du passé, l'exil, le football ou la politique.

30 % d'inflation

On ne peut passer un jour ici sans apprendre le taux de change du dollar, le taux d'intérêt pour les placements à court terme et les dernières évaluations du taux d'inflation du mois. Il y a un an, le dollar valait 3 australs, aujourd'hui c'est 13,5. Dès que l'on touche son salaire, on va le changer en dollars ou le placer pour la semaine : à 30 % par mois, on espère neutraliser la perte due à l'inflation, qui oscille autour de ce niveau.

Pratiquement, cela veut dire de longues queues dans les bureaux de change et les banques, de la haute voltige pour payer les factures au dernier moment et une spéculation très enrichissante dans les milieux boursiers. Dans les magasins, les objets n'ont en général pas de prix inscrits, il y a des listes mises « à jour » — c'est bien le terme approprié — que consulte le vendeur. Il faut aller à la poste poster chaque lettre, car le timbrage varie aussi sans cesse...

Le gouvernement a essayé d'arrêter cette fuite en avant en contrôlant les prix et les salaires, avec un peu de succès, mais beaucoup de grèves. À l'occasion des dernières élections parlementaires, un peu de lest a été lâché et l'inflation est repartie de plus belle. Maintenant nous sommes entrés dans une nouvelle période de contrôle et

d'économies forcées. Je conclurai cet exposé simpliste par des questions : comment un pays peut-il payer 20 millions de dollars par jour d'intérêts sur sa dette extérieure et trouver encore le moyen de payer ses employés et de financer son développement ? Qui ose investir, qui peut exporter ?

Deux emplois pour survivre

Sur ce fond de crise économique, les plus vulnérables sont les retraités. Les enseignants, mal payés, sont très souvent obligés d'exercer aussi un commerce au détriment bien sûr de leur disponibilité. Avoir deux emplois est quelque chose de très généralisé ici, car le gain d'un seul ne permet pas de vivre.

Il existe toute une législation qui protège les employés et, en période de difficultés économiques, il est moins dangereux, ici comme partout, d'engager du personnel au noir que sur contrat. On trouve beaucoup de femmes dans cette catégorie !

Une enquête* faite en 1983 dans le grand Buenos Aires (une agglomération de plus de 10 millions d'habitants) a révélé un phénomène inquiétant, lié à la chute du pouvoir d'achat. Pour faire face au manque d'argent, des femmes prennent du travail en dehors de la maison. Et pour économiser au maximum, elles se chargent aussi de toutes sortes de tâches supplémentaires, y compris de longs trajets pour acheter moins cher... Les chiffres de cette enquête donnent septante-trois heures de travail ménager par semaine en moyenne pour celles qui ne travaillent pas en dehors de la maison, ce qui correspond à dix heures chaque jour de l'année.

Treize heures par jour

Les femmes qui ont un travail rémunéré en dehors de la maison font une moyenne de cinquante-six heures hebdomadaires de travail ménager non payé et trente-cinq heures en dehors, ce qui donne un total de nonante et une heures de travail, plus de treize heures par jour. A la même époque, la semaine moyenne des salariés était de trente-cinq à quarante-cinq heures, selon les statistiques nationales. L'auteur de l'enquête conclut : « L'incorporation des femmes dans le marché du travail ne fait que renforcer leur condition de groupe subalterne dans une société qui, les tenant éloignées de la prise de décision et sans leur accorder au moins une reconnaissance au niveau social, exige d'elles un maximum absolu d'efforts. »

Une bonne partie de ces femmes ne vont trouver du travail que comme domestiques. (Il faut signaler que 27 % de la population du grand Buenos Aires est analphabète fonctionnelle). On les voit dans les quartiers chics, dans les bus. Elles attendent les enfants devant les écoles. Elles font toutes les courses, car une dame bien ne porte pas de paquets, sauf quelque YSL ou



La musique pour oublier la dette : ici, queue devant le Teatro Colon pour se procurer des billets en prévision d'un récital de Luciano Pavarotti.

Hermès. Elles ont le plus souvent le teint foncé car, sans parler de racisme, on n'arrive pas très loin dans ce pays avec du sang indien. Il ne se passe pas un jour où je n'entende des bribes de conversation qui me rappellent tant nos grand-mères : « Elles ne font rien, elles volent, elles partent sans préavis, elles sont encore enceintes... » Mais elles sont indispensables, car le système familial suppose quelqu'un à la maison pour recevoir le courrier, les livraisons et les réparateurs, répondre au téléphone quand il veut bien marcher, etc. Et les machines ménagères ne font pas tout ça et leur entretien coûte cher !

Histoires de bonnes

Pourtant les temps changent et le rapport entre maître et domestique reflète les nouvelles tensions : le maître ne peut plus assurer la sécurité à vie de la bonne, santé, retraite... La bonne accepte moins facilement la dépendance psychologique et physique traditionnelle. De toute façon, les appartements sont plus petits qu'autrefois et le nombre de bonnes qui habitent chez les maîtres diminue sans cesse. Une voisine me confie : « Je ne peux inviter personne à dîner car ma bonne refuse de servir à table en uniforme. »

Il existe une législation spéciale pour le service domestique. Les bonnes ne bénéficient pas des garanties générales du droit du travail, comme en cas d'accident du travail, de maternité... En outre la loi spéciale ne protège que celles qui travaillent au moins quatre heures consécutives quatre fois par semaine chez le même employeur. Leur bas niveau d'éducation — 90 % n'ont pas terminé l'école primaire selon une enquête faite en 1983 par le Centre d'études de la Femme — et leur isolement explique qu'elles ignorent le plus souvent la teneur de cette loi qui leur assure un repos hebdomadaire, une indemnité de licenciement, des vacances annuelles, une retraite... Comment les informer ? Il existe des centres de rencontre et d'éducation et des cours gratuits à leur intention. Mais ont-elles le temps et la force d'y aller, celles qui vivent en grande banlieue et font quatre heures de trajet par jour ?

Il est très difficile de quantifier ce service domestique car seules celles qui travaillent au mois et/ou qui sont syndiquées apparaissent dans les statistiques. Les chiffres croissent très probablement car, en cette période de crise, c'est une activité qui atténue le malaise de tous les secteurs sociaux. Pour les classes supérieures et moyennes, elle résout problèmes et inconvénients, abaissant le coût du maintien de leur ni-



Faire ses achats à Buenos Aires : les prix changent tous les jours.

veau de vie. Pour les classes inférieures, l'entrée des femmes sur le marché du travail atténue les effets du manque de travail de leurs maris et compagnons**.

Les votes des femmes

Mais tout n'est pas noir dans ce panorama citadin. On y rencontre beaucoup de femmes professionnelles, médecins, avocates, professeurs, chercheuses... Le Secrétaire de la Femme s'efforce d'améliorer la situation dans la ligne tracée par la Décennie de la femme. Il y a une émulation fortement teintée de démagogie entre les différents partis pour s'attirer les votes des femmes.

J'ai été rendre visite à Catalina Wainer-

mann, qui travaille au Centre national de la population et qui est l'auteur de livres et d'articles sur le travail des femmes. Elle ne s'occupe que de travail « rémunéré », selon les définitions du BIT. Mais là aussi, elle a pu faire la preuve, par des méthodes comparatives, que les questionnaires employés jusqu'ici dans les enquêtes et les recensements sous-estiment la valeur du travail des femmes. Son bureau a mis sur pied d'autres questionnaires qui seront, il faut l'espérer, employés au cours du prochain recensement national de 1990. Cette nouvelle approche a déjà été appliquée pour des statistiques, ce qui est une première en Amérique latine et peut-être dans le monde ! Il faut aussi sensibiliser les enquêteurs aux subtilités du travail fémi-

nin qui est en général beaucoup plus difficile à cerner, à cause de sa variabilité, que l'emploi masculin.

50 % de césariennes

Dans son numéro de mars 1988, *Femmes Suisses* abordait le problème de l'abus de césariennes. Ce problème est particulièrement sensible en Argentine. Le ministre de la Santé de la province de Buenos Aires (plus de 10 millions d'habitants) a dénoncé récemment la pratique abusive de césariennes dans certains établissements privés, où le taux de césariennes atteint 50 % des naissances. « C'est tout à fait immoral », déclare le ministre, rappelant qu'un taux entre 10 % et 15 % est considéré comme normal. « Il est vrai qu'il existe une tendance mondiale à l'augmentation de ce taux : il y a cinq ans, il était de 14 % aux Etats-Unis et maintenant il varie entre 17 % et 18 %. Mais cette marge reste acceptable... » Dans les proportions qu'elle connaît en Argentine, poursuit le magistrat, « cette pratique frôle le génocide. Car il ne faut pas oublier que la césarienne met en danger la vie de la mère et de l'enfant. D'autre part, il y faut toute une équipe médicale, avec anesthésistes et auxiliaires, et cela se facture... Je ne peux plus supporter ces chiffres, conclut-il, et si dans trois mois cela n'a pas changé, nous prendrons des mesures très sévères, comme le refus de remboursement par la caisse de sécurité sociale... » Le taux dans les hôpitaux publics de la province oscille entre 10 et 12 %.

On ne saurait conclure un article sur l'Argentine sans apporter un complément d'information au sujet des grand-mères de la place de Mai. L'opinion publique argentine est bouleversée en ce moment par un cas d'enfant de disparus. Il s'agit de la petite Juliana, qui vient d'être rendue à sa famille biologique, par décision d'un juge. Le travail minutieux des grand-mères de la Place de Mai est ainsi récompensé. Mais, pour la première fois, les parents qui ont élevé l'enfant sont de totale bonne foi : ils ont adopté l'enfant sans connaître son origine et se sont d'eux-mêmes présentés auprès des grand-mères quand ils ont commencé à se douter que Juliana pourrait être enfant de disparus. Le juge a ordonné le départ de Juliana, qui a été exécuté de manière particulièrement brutale, et il n'a pas donné de droit de visite au couple qui a élevé l'enfant. Ce drame humain se double d'un problème juridique, car l'adoption de Juliana, selon la loi, avait rompu les liens avec la famille biologique... Qu'aurait décidé le roi Salomon ?

Je désire néanmoins terminer sur une note optimiste : à Buenos Aires, il y a des fleurs toute l'année, sous un ciel presque toujours bleu. **Odile Gordon-Lennox**

* Kritz et al. « El trabajo domestico no remunerado en un epoca de crisis », 1984. Un résumé en anglais se trouve dans le N° 14 de « Women, Work and Development », p. 170. BIT 1987.

** Cristina Zurutuza / Clelia Bercovich. « Situacion de la empleada domestica en la Argentina ». Centro de Estudios de la Mujer, Buenos Aires, 1987.

Un cadeau original

Pour les fêtes de fin d'année, offrez à vos amies, collègues, tantes, sœurs et belles-sœurs un abonnement pour l'année 1989 à **Femmes Suisses**. Il ne vous en coûtera que 45 francs, et toutes les heureuses bénéficiaires de votre générosité recevront gratuitement le numéro de décembre 1988.

Comment faire ? Rien de plus simple. Remplissez le talon ci-dessous, sans oublier de préciser à quelle date vous souhaitez que le numéro de décembre soit expédié.

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

N° postal et lieu : _____

Je souhaite abonner à **Femmes Suisses** pour l'année 1989 :

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

N° postal et lieu : _____

Date de l'envoi du numéro de décembre 1988 : _____

Talon à renvoyer à **Femmes Suisses**, case postale 323, 1227 Carouge, avant la fin de l'année 1988.

